



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Bulletin Mensuel - Numéro 161 - Décembre 2010

NOTRE OPINION

- **Les adieux à Ricardo, la bienvenue à Winnie**

DROITS HUMAINS ... PAS SI DROITS QUE CELA

- **Jour des droits humains pour une lutte à vocation de changement**
- **Brésil : Aracruz sème la violence et la destruction à Espiritu Santo**

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- **Guatemala : les plantations de palmier à huile et de canne à sucre causent des dégâts dans des communautés du fleuve Coyolate**
- **Le palmier à huile au Nigeria : la production industrielle remplace la production artisanale des agriculteurs et des femmes**
- **Amazonie : l'IRSA ouvre la porte à la pénétration de la forêt**
- **Philippines : un projet MDP subventionne le déboisement provoqué par l'extraction minière**

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- **Afrique du Sud : une recherche apporte des preuves concluantes des effets des plantations d'arbres sur l'eau**
- **L'entreprise Chikweti au Mozambique : le FSC continuera-t-il à certifier ce qui n'est pas certifiable ?**
- **Uruguay : les travailleurs forestiers et l'emploi de toxiques agricoles**

NOTRE OPINION

– Les adieux à Ricardo, la bienvenue à Winnie

Beaucoup d'années sont passées depuis que j'ai eu l'honneur d'être élu coordinateur international du WRM. Les paroles me manquent pour remercier ceux qui m'ont donné cette opportunité qui m'a ouvert des horizons dont je soupçonnais à peine l'existence et qui m'a permis d'être un apprenant dans tous les domaines avant de coordonner quoi que ce soit.

Au cours de toutes ces années, l'équipe du WRM que j'ai eu le plaisir de coordonner a toujours

eu l'attitude d'apprendre des gens et de partager ces connaissances avec ceux qui en ont besoin pour fortifier leurs luttes. Tel est le thème sur lequel nous nous sommes centrés : les luttes des peuples pour défendre leurs droits, leurs moyens et leurs modes de vie, leurs rêves d'un avenir meilleur. Tout le bagage de connaissances accumulé par le WRM au long d'un quart de siècle d'existence provient des gens et s'adresse aux gens en retour. Voilà probablement notre principale force et notre principale source de fierté.

La tâche de coordinateur m'a donné en plus l'occasion d'établir des liens avec une énorme variété de personnes du monde entier – du Sud et du Nord, de l'Est et de l'Ouest – unies par une aspiration commune : une société solidaire, basée sur le respect mutuel des personnes et des cultures et sur leur respect de la nature. Au cours de cette interaction nous avons créé peu à peu des rapports de confiance politique et personnelle, qui ont sans aucun doute contribué à fortifier les luttes aux plans local, régional et mondial. En même temps, mon rôle de coordinateur du WRM m'a permis de rencontrer des personnes merveilleuses qui m'ont fait l'honneur de m'accorder leur amitié ; ensemble, nous avons parcouru de nombreux chemins.

À ce point, il doit être évident que je fais mes adieux plutôt que de rédiger un éditorial. En effet, je m'en vais. Je n'abandonne ni la lutte ni le WRM, je quitte la fonction de coordinateur de l'organisation. Je m'en vais « riche de jolies richesses » (1) parmi lesquelles figurent toutes les personnes que j'ai rencontrées et que j'ai appris à aimer et à respecter au fil des ans.

Je veux distinguer aujourd'hui une de ces nombreuses personnes, pour la simple raison qu'elle a été choisie pour me succéder : Winnie Overbeek. Le sachant modeste, je dirai de lui deux choses seulement : que je le connais depuis très longtemps et qu'il m'inspire une confiance totale. Je lui laisse l'éditorial ouvert pour qu'il fasse sa propre présentation. Bienvenue Winnie !

Ricardo Carrere

Pour commencer, je dois dire à quel point cette nouvelle activité représente un défi dans ma vie, pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'il s'agit de prendre en charge la coordination d'une organisation aussi importante que le WRM ; ensuite, parce qu'il s'agit de succéder à Ricardo Carrere, un compagnon qui a consacré ses innombrables qualités à cette organisation pendant plus de 20 ans. Son travail et celui de son équipe ont eu pour résultat un large réseau de particuliers, d'activistes et d'organisations qui agissent à des niveaux divers. Pour beaucoup d'entre eux, le WRM est une organisation qui mérite du respect et à laquelle on peut faire confiance. Il s'agit d'une organisation engagée avec les luttes des communautés locales pour la préservation des forêts, pour leurs propres droits, et contre les interventions destructrices, souvent présentées comme du « développement », qui menacent leur bien-être et leur survie.

Si certains éléments m'inquiètent, d'autres me rassurent : je sais que je pourrai compter avec de nombreux collègues de divers endroits du monde pour faire mon travail, et que l'équipe qui a travaillé avec Ricardo continuera de le faire avec moi. J'espère que cette équipe courageuse, compétente et dévouée sera patiente avec moi. Avec elle, nous avons l'intention de continuer le travail entrepris en Malaisie il y a tant d'années. Nous espérons, avec votre aide, continuer de construire le WRM comme un réseau de personnes, d'activistes, de mouvements et d'organisations engagées dans la défense de la vie, dans le respect et l'écoute des populations qui vivent des forêts, un réseau qui contribue à fortifier leur combat contre les diverses menaces qui planent sur leurs territoires et leurs modes de vie.

J'espère aussi que l'expérience recueillie pendant ces 15 dernières années où j'ai appuyé au

Brésil les luttes des communautés indigènes et autres me facilitera un peu la tâche. C'est dans ces circonstances que j'ai connu le WRM et que nous avons pu bénéficier de son important soutien. C'est ainsi que j'ai commencé à sentir que je faisais partie du WRM et de ce réseau que l'organisation a contribué à constituer dans beaucoup de pays.

Finalement, ce qui me rassure un peu en ce moment est que Ricardo vient de dire qu'il ne quittera pas le WRM ni la lutte ; ainsi, j'espère que nous continuerons de bénéficier de sa fondamentale contribution.

Winnie Overbeek

1 - Selon l'auteur et interprète argentin Atahualpa Yupanqui: "Riche de jolies richesses: la guitare, les amis, la chanson"

[index](#)

DROITS HUMAINS ... PAS SI DROITS QUE CELA

– Jour des droits humains pour une lutte à vocation de changement

Le 10 décembre a été institué par les Nations unies comme le Jour des droits humains, pour célébrer la date de l'année 1948 où fut approuvée la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui consacre la reconnaissance due aux droits et à la dignité de l'être humain comme « le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

La Déclaration est la résultante d'une évolution et d'un moment historique déterminé qui, dans le souci d'être universelle et concrète, comme le signale fort justement Amnesty International, incarne « les normes et les principes qui ont commencé à être promulgués depuis des siècles de façon fragmentaire et diffuse dans divers milieux culturels ».

En effet, depuis les débuts, toutes les cultures et les grandes traditions – écrites et orales – insistent sur la nécessité de se comporter fraternellement avec ceux qui nous entourent, autour de concepts comme l'égalité, la solidarité, la justice.

Au cours de l'histoire, et à mesure que les sociétés sont devenues de plus en plus complexes – quoique de façon non-linéaire – les droits des individus ont pris davantage d'importance. Dans l'histoire moderne, la conceptualisation des droits humains a intégré de nouvelles dimensions afin d'envisager non seulement les droits dits de première génération (droits civils et politiques), mais aussi ceux de deuxième (droits économiques, sociaux et culturels) et de troisième génération (droits de solidarité), qui mettent l'accent sur le caractère unificateur de leur incidence sur la vie de tous. Cette dernière catégorie comprend le droit à un environnement sain, à l'air pur, à disposer d'eau propre et d'aliments non contaminés, droits que l'on peut considérer comme implicites.

D'autre part, on a aussi vu croître la conscience de la situation reléguée des femmes, soumises à l'autorité de l'homme, qu'il s'agisse du mari, du père ou même du frère, situation qui s'est répétée à diverses époques et dans diverses civilisations. L'importance croissante des femmes dans les luttes sociales, ainsi que leurs propres combats, ont apporté une nouvelle dimension à leurs revendications d'égalité et de justice, et ont rendu visible la nature structurelle de l'inégalité entre les sexes, étroitement imbriquée dans tous les ordres sociaux et économiques, comme elle a

été démontrée tout au long de l'histoire.

Ce qui est certain c'est que, avec ou sans énoncés, l'asservissement de la dignité humaine a été monnaie courante, et continue à l'être. Et c'est que – en citant de nouveau Amnesty International – « l'histoire de l'humanité est l'histoire d'une tension, entre des défenseurs de privilèges et de conduites outrageantes ou violentes (qui s'abritent derrière des coutumes, des desseins divins ou autres raisonnements) d'une part, et d'autre part la soif de vie, de liberté et de bien-être des êtres humains marginalisés ou opprimés ».

C'est ainsi que le Jour des droits humains prend toute son importance comme rappel de la tâche qui nous reste encore à accomplir en tant qu'humanité : élargir la conscience de soi-même à la conscience de l'existence du prochain, dans le respect et la solidarité. Ceci, qui serait la meilleure formule pour assurer notre destin de vie en société comme garantie pour la survie et le « bien-vivre », implique une transformation des personnes et des sociétés, là où règnent l'injustice, l'abus, l'exploitation, l'exclusion, la violence.

Comme le dit Vandana Shiva, il y a trois niveaux de violence dans le mal nommé « développement » : la violence contre la planète, qui débouche sur la crise écologique actuelle, la violence contre les gens, qui produit la pauvreté et l'exclusion, et la violence de la guerre, qui éclate chaque fois que les puissants tentent de s'appropriier les terres, l'eau, les moyens de vie, les connaissances, la culture et le futur des communautés, pour les incorporer dans le marché.

En ces temps de guerre, il est impératif de défendre les droits humains. Surtout dans la mesure où les Etats ont une tendance croissante à réagir à la résistance populaire en traitant la contestation sociale comme un crime. Ceux qui, à partir des mouvements sociaux, et en réponse à une situation de conflit social, s'organisent et manifestent publiquement, finissent très souvent par être poursuivis, réprimés, jugés et emprisonnés, alors que leurs actions de défense et de résistance sont qualifiées de délits. Et ils finissent parfois assassinés.

Une preuve en est le massacre survenu le 15 novembre, dans la ferme El Tumbador, commune de Trujillo, dans le Nord du Honduras. La ReI-UITA a suivi la situation de violence provoquée par le planteur de palmiers Miguel Facussé Barjum, surnommé « le planteur de la mort », et dans ce cas informe qu'« une armée de plus de 200 gardes de sécurité du producteur Miguel Facussé Barjum, président de l'Entreprise Dinant, a attaqué avec des armes de gros calibre des membres du Mouvement Paysan de l'Aguán (MCA en espagnol), qui depuis neuf mois ont récupéré cette terre qui leur avait été arrachée par le sanguinaire entrepreneur pour y planter des palmiers africains ».

La violente action des groupes paramilitaires a laissé un bilan tragique : cinq morts (Teodoro Acosta [45 ans], Ignacio Reyes [50], Raúl Castillo [45], Ciriaco Muñoz [45], et José Luis Saucedo Pastrana [32] d'abord porté disparu puis retrouvé tué de trois balles de fusil R-15 dans le visage), un disparu (Noé Pérez) et plusieurs blessés dont certains sont hospitalisés dans un état grave.

La ferme El Tumbador est une des si nombreuses « affaires noires » qui ont contribué à la spoliation de terres au Honduras du fait d'exploitants terriens sans scrupules.

Quand Temístocles Ramírez de Arellano, un Portoricain nationalisé aux USA, fut obligé de vendre à l'État ses 5 724 hectares dans le Bas Aguán, ces terres revinrent aux mains de l'Institut national agraire (INA) aux fins de réforme agraire. Sur ces terres, le gouvernement du Honduras installa le tristement célèbre Centre régional d'entraînement militaire (CREM) où, dans les années 80, des

experts des USA entraînent les troupes du Honduras, du Salvador, du Guatemala et de la « Contra » du Nicaragua à l'art de tuer.

En affinant des techniques de corruption, et en suivant la Loi de modernisation agricole promulguée au début des années 90, les exploitants terriens parvinrent à s'approprier illégalement ces terres, où ils commencèrent à planter des palmiers africains. Quand les familles paysannes découvrirent l'existence d'un acte officiel par lequel le Bureau du Procureur général de la Nation passait les terres à l'INA, elles commencèrent à s'organiser pour les récupérer.

« Les paysans du MCA ont été constamment harcelés et menacés, et ce à quoi nous avons assisté hier est une démonstration évidente que le pouvoir au Honduras est aux mains des groupes économiques hégémoniques. Ce sont eux qui commandent dans le pays », a assuré Eslly Banegas, coordinatrice régionale de la Coordination d'organisations populaires de l'Aguán (COPA).

Santos Cruz, membre du MCA, a affirmé : « Nous sommes blessés. En dix ans, ils ont assassiné plus de 20 de nos camarades. C'est une campagne de terreur, pour nous effrayer, pour que nous renoncions à nos droits sur la terre. Cependant, nous prenons déjà les mesures nécessaires, et ils ne parviendront pas à leurs fins » a-t-il conclu.

Selon des informations de Rel-UITA, pour le Mouvement unifié paysan de l'Aguán (MUCA en espagnol) le massacre perpétré par les gardes de Miguel Facussé démontre la connivence qui existe entre le gouvernement de Porfirio Lobo et le secteur des palmiculteurs, un des groupes nationaux à grand pouvoir économique.

Sur tous les continents, à plusieurs endroits, l'expansion de cette grande affaire est source de violation des droits humains. L'exploitation minière, une activité très destructrice, a fait de nombreuses victimes parmi ceux qui ont résisté à la perte de leurs territoires et de leurs ressources vitales. Au Nigéria, l'écrivain et activiste Ken Saro-Wiva et huit autres leaders de la tribu Ogoni ont été pendus par le gouvernement dictatorial nigérian parce qu'ils ont affronté Shell et ses activités pétrolières dans leur territoire.

Aux Philippines, l'organisation Kasama Sa Kalikasan/Amis de la Terre Philippines, rend hommage à Arman Marin, leader de l'opposition aux mines de nickel dans l'île de Sibuyan, Romblon, tué en octobre 2000 par le chef des gardes de sécurité de la Sibuyan Nickel Property Development Corp. (SNPDC) ; à Eliezer 'Boy' Billanes, un lutteur infatigable contre les grandes entreprises minières et pour les droits humains, réputé pour son courage, tué brutalement le 9 mars 2009 devant tout le monde dans le marché public de la ville de Koronadal, en Cotabato du Sud ; à vingt-trois autres camarades tués dans la lutte pour la défense de l'environnement, des moyens de subsistance et des droits des communautés.

Dans la défense de la vaste gamme de droits humains, les peuples indigènes livrent leurs propres luttes historiques contre des actions qui vont de l'abus au génocide. En ce moment, ils affrontent, en plus, des façons d'agir très subtiles qui constituent une menace pour l'intégrité de leurs droits, comme le mécanisme REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques. Au lieu de réduire à la source les émissions dues aux combustibles fossiles, les pays du Nord ont inventé une série de systèmes pour l'éviter. REDD se présente maintenant comme un système pour stopper le déboisement et les émissions qui en dérivent.

Les organisations pour les droits des autochtones et de l'environnement préviennent que l'adoption du système REDD sera désastreuse pour les habitants des forêts et limitera les droits des autochtones et des paysans sur leurs territoires. Tom Goldtooth, directeur exécutif du Réseau écologiste autochtone, a dit : « Oui, il faut arrêter la déforestation, mais REDD ne servira ni à protéger les forêts ni à réduire la pollution. Il va permettre aux industries polluantes de ne pas réduire leurs émissions, en compensant ces dernières grâce aux arbres et aux soi-disant 'services environnementaux. Du point de vue des droits humains et des autochtones, ce système pourrait servir à criminaliser ceux-là mêmes qui protègent les forêts et qui en dépendent pour vivre, sans garantie aucune de sauvegardes applicables. REDD est en train de favoriser ce qui peut être la plus grande appropriation de terres de tous les temps ».

Et, parmi les peuples indigènes, les plus vulnérables, les plus occultés et ignorés sont ceux qui vivent en isolement volontaire. Au Paraguay, l'organisation Iniciativa Amotocodie accompagne régulièrement « du dehors » et à distance les groupes indigènes Ayoreo encore non contactés qui restent dans les forêts du Chaco, dans la protection de leurs droits à la vie et à l'autodétermination, qui comprennent la protection de l'intégrité de leur habitat naturel, culturel et spirituel.

Les situations qui affectent ces groupes isolés – qui évitent aujourd'hui encore tout contact avec la société moderne qui les entoure – sont liées à l'expansion de l'agriculture industrielle, et font aussi partie des processus historiques qui touchent le Peuple Ayoreo dans sa totalité, de même qu'il touche les autres ethnies du Chaco.

Mercredi dernier, 1er décembre, des représentants du Ministère public ont pénétré de force dans les bureaux d'Iniciativa Amotocodie, et confisqué des informations qui étaient le fruit de longues années de recherche. L'incursion, motivée par une dénonciation qui ne précisait pas le fait punissable, fait partie d'un long harcèlement de la part d'acteurs liés aux intérêts des éleveurs et des grands propriétaires terriens. Récemment, Iniciativa Amotocodie avait lancé une alerte sur les risques de contact involontaire et sur les possibles conséquences tragiques de l'expédition « Chaco Sec 2010 » menée par des scientifiques britanniques.

Face à la violation de domicile et à la confiscation de matériels personnels et institutionnels d'Iniciativa Amotocodie, l'organisation manifeste :

- « Notre rejet de l'abus de pouvoir public subi et de l'action démesurée réalisée contre une organisation sociale honnête, qui compte 10 ans de travail dans la Défense des Droits Humains et des Droits Indigènes au Paraguay.
- Notre rejet de la persécution, hélas chaque jour plus courante, de personnes et d'institutions qui défendent les droits humains.
- De même, nous demandons aux autorités compétentes que l'enquête qu'elles ont lancée sans motif clair, sans la plus minime vérification préalable, soit abandonnée ou résolue le plus rapidement possible, afin que l'organisation puisse accomplir son travail, et rendre compte à l'État suivant ses obligations légales, ce qui est actuellement impossible à cause de la procédure en cours, et qu'elle puisse aussi rendre compte aux organisations solidaires de la Coopération internationale qui l'appuient.
- L'institution aura recours aux instances pertinentes afin de réclamer réparation pour cette grave violation. »

La lutte pour la défense des Droits Humains est vaste et permanente. Depuis le WRM, nous prétendons que chaque dénonciation, chaque appui, chaque analyse que nous faisons apporte

quelque chose à ce combat, dans une tâche quotidienne à vocation de changement vers un monde solidaire. C'est dans cet esprit que nous nous joignons au Jour des droits humains.

[index](#)

– Brésil : Aracruz sème la violence et la destruction à Espírito Santo

Dans le cadre de la célébration du Jour des droits de l'Homme, nous croyons opportun de divulguer un travail réalisé cette année au Brésil. Il s'agit d'une recherche qui analyse les effets de méga-projets commerciaux sur les droits de l'homme. Dans ce cas, les projets en question sont des plantations d'eucalyptus à grande échelle dans le Nord de l'État d'Espírito Santo. Le dossier est un apport important, car il offre une vision qui élargit et enrichit la lutte pour les droits de l'homme, tout en contribuant à ce que le thème des droits de l'homme soit plus effectivement incorporé dans les luttes des communautés touchées.

Déséquilibre écologique, faim, misère, maladies, beaucoup de destruction, tromperie, insectes, atteintes psychologiques, destruction des forêts, de la flore, des indigènes, des fleuves, des rivières et de la santé, destructuration économique, culturelle et religieuse, manque de respect, perte de terres, dépression, désorganisation et destruction des familles afro-brésiliennes (*quilombolas*), invasion de la police militaire dans les communautés, expulsion des jeunes, chômage, manque de travail, travail semi-esclave, précarité, usurpation, contamination, destruction de la vie et violation des droits.

Ces éléments peuvent être trouvés dans les réponses des afro-brésiliens de l'Etat d'Espírito Santo quand on les interroge sur les derniers 40 ans d'agissements d'Aracruz dans l'État. Les questions leur ont été posées pendant l'enquête qui a donné le "[Relatório de Impactos em Direitos Humanos de Grandes Projetos \(EIDH/RIDH\): O caso do monocultivo de eucalipto em larga escala no Norte do ES – o projeto agroindustrial da Aracruz Celulose/Fibria e as comunidades quilombolas do Sapê do Norte](#)" (Rapport sur les effets des grands projets sur les droits de l'Homme (EIDH/IIDH). Le cas de la monoculture d'eucalyptus à grande échelle dans le Nord de l'État d'Espírito Santo : le projet agro-industriel d'Aracruz Celulose/Fibria et les communautés afro-brésiliennes du Sapê do Norte). Le Mouvement national pour les droits de l'Homme à Espírito Santo (MNDH/ES) et le Centre de défense des droits de l'Homme (CDDH) de Serra ont présenté l'étude, le 27 mai, à l'Assemblée Législative de l'État d'Espírito Santo.

Ce travail fait partie de trois études de cas que le MNDH a réalisées au Brésil cette année pour montrer de façon évidente le besoin urgent de revoir la démarche actuelle pour l'installation de grands projets, comme les plantations industrielles, les projets d'exploitation minière et les grands barrages. Actuellement, au Brésil et dans bien d'autres pays, les autorités exigent seulement une Étude et un Rapport d'influence sur l'environnement (EIE/RIE), pour accorder le permis de mise en œuvre et de fonctionnement des grands projets. Pour le MNDH, l'EIE/RIE est totalement insuffisante pour mesurer les conséquences réelles d'une entreprise, en particulier quant au thème des droits de l'homme. Les trois études de cas du Brésil vont constituer un livre et seront présentées au gouvernement brésilien pour exiger qu'il élabore un instrument légal qui oblige à la réalisation d'une étude et d'un rapport concernant l'effet sur les droits de l'homme au Brésil (EIDH/RIDH). Il convient de rappeler qu'un important document de référence pour l'étude réalisée dans les communautés afro-brésiliennes du Sapê do Norte a été un guide élaboré par l'organisation "Rights and Democracy". Il s'agit d'un ouvrage pratique pour la réalisation des études d'impact sur les droits de l'homme.

L'EIDH/RIDH à Espiritu Santo, Brésil, s'est attaqué aux 40 ans de violation des droits de l'homme dans les plus de 30 communautés afro-brésiliennes du Sapê do Norte, dans les communes de Conceição da Barra et São Mateus. Environ six mille afro-brésiliens y vivent, qui ont souffert des changements brutaux de leur mode de vie à partir de l'implantation de la monoculture d'eucalyptus sur leurs terres, principalement par l'entreprise Aracruz Celulose, actuellement Fibria.

L'étude se divise en chapitres sur les droits de l'homme à la terre, à l'environnement, à l'alimentation et au travail, et sur le processus de persécution et de criminalisation des afro-brésiliens mis en place par l'entreprise Aracruz Celulose/Fibria, en alliance avec des agents publics et le Mouvement Paix à la Campagne (MPC) – une organisation qui réunit des propriétaires terriens et quelques secteurs locaux qui s'opposent aux droits territoriaux des afro-brésiliens.

Le droit à la terre

Une enquête réalisée sur un an a constaté que le droit à la terre des afro-brésiliens a été gravement violé. Une vaste documentation à laquelle a eu accès l'équipe qui a réalisé l'EIDH/RIDH montre qu'Aracruz s'est approprié, avec la complicité de l'État, des terres qui appartenaient à ces communautés.

L'étude raconte des cas extrêmes de manipulation. L'un d'eux est celui d'Antonio Alage qui, en 1947 (un an avant sa naissance en 1948), « acquit » 200 hectares à Itauninas, Corrego de Santo Antonio, à Conceição da Barra. Le même Alage demanda, le 11/09/1975, 178 hectares de terres « devolutas » (1) de l'État d'Espirito Santo, à un endroit de São Mateus appelé Rio Santana, et cette parcelle passa le lendemain aux mains de Vera Cruz Agroflorestal S.A., filiale d'Aracruz. Les intermédiaires ne reçurent rien en échange, ils faisaient simplement une « faveur » à l'entreprise. L'EIDH/RIDH indique que ces possessions d'Aracruz sont, par conséquent, illégales et que « les communautés ont été victimes d'une spoliation et de falsification de documents lors de l'acquisition des terres ».

Les dénonciations se firent jour à la Commission d'Enquête Parlementaire (CEP) sur Aracruz en 2002. Cependant, à ce jour, une requête du Bureau du Procureur Général de l'Etat, présentée en 2004 pour annuler ces légitimations illégales, n'a eu aucun résultat réel.

A partir de la résistance et de l'organisation des afro-brésiliens, la Constitution et, plus tard, le Décret 4887/2003 cherchent à réparer la violation du droit territorial. Depuis, l'INCRA (2) a réalisé cinq rapports d'identification des territoires afro-brésiliens au Sapê do Norte, en les délimitant et en y incluant diverses parcelles aujourd'hui couvertes d'eucalyptus d'Aracruz/Fibria. Cependant, aucun de ces territoires n'a encore été démarqué.

L'environnement

Le déboisement et les plantations d'eucalyptus ont abouti à la violation du droit à un environnement « écologiquement équilibré, bien destiné à son utilisation commune par le peuple ». Ce droit est stipulé par la Constitution et aussi par des accords internationaux. L'arrivée d'Aracruz a fait que les communautés perdent leurs richesses (la forêt avec sa faune et sa flore, les rivières et les ruisseaux) et que la quantité et la qualité des poissons de la région diminuent brutalement. Actuellement, la forêt a pratiquement disparu, et les cours d'eau se sont taris à cause de la plantation d'eucalyptus.

Dans le EIDH/RIDH-ES, des chefs afro-brésiliens affirment que l'application constante de produits toxiques agricoles contamine le milieu où ils vivent et dont ils dépendent. Un cas évident est celui du travailleur Jorge Francelino, malade à cause de son travail d'apporteur de poison dans les plantations d'eucalyptus effectué pour le compte de Plantar, entreprise sous contrat d'Aracruz. Il réussit, après bien des années, à recevoir une indemnité de l'entreprise, mais ne retrouva pas pour autant sa santé. « Parfois, je ne sais pas ce que je ressens dans la tête. Un mal de tête disparaît avec un comprimé. Mais chez moi, c'est une douleur dans la tête. Elle est comme anesthésiée, j'ai mal au front, au nez. Un jour, je me réveille sourd d'une oreille, le lendemain c'est l'autre oreille. J'ai mal au larynx. Et aujourd'hui, j'ai les deux jambes enflées ! »

Outre cela, la transformation de l'environnement des afro-brésiliens en un désert vert rend impossibles la chasse, la pêche, l'extraction de bois pour la construction des maisons, la cueillette, la fabrication artisanale d'objets ou de farine et la culture diversifiée. Cela débouche sur la violation du droit à une alimentation convenable, tout en favorisant l'insécurité alimentaire. L'étude mentionne la violation différenciée des droits des femmes, embauchées par Plantar pour l'application de poison dans les plantations d'eucalyptus.

La criminalisation

Aujourd'hui, dans beaucoup de collectivités prédomine le travail de ramassage de branches et de bouts d'eucalyptus et la fabrication de charbon, qui garantit la survie de nombreuses familles. De cette façon, les nouvelles générations sont obligées d'intégrer une activité de travail caractérisée par des conditions infra-humaines. On viole par là le droit au travail digne.

Au début, la récupération de ces déchets de bois était permise par Aracruz/Fibria selon un accord passé avec une association locale. A partir de 2004, l'entreprise chercha à éliminer graduellement cette pratique, sous prétexte de problèmes fiscaux ou de droit du travail. Ainsi débuta immédiatement un processus de criminalisation des afro-brésiliens, en leur interdisant ou en restreignant l'accès aux plantations, avec l'appui des entreprises de sécurité Visel, puis Garra – engagées elles aussi comme service de sécurité – que les communautés considèrent comme des milices armées.

L'étude révèle que le premier cas se produisit en 2006, quand Aracruz/Fibria elle-même proposa aux afro-brésiliens le ramassage des déchets de bois sur une parcelle de la commune de Linhares. Cependant, alors que les travailleurs étaient à cet endroit, la police les arrêta en les accusant de vol. 82 personnes, presque toutes afro-brésiliennes, furent arrêtées. A leur insu, il existait déjà une décision judiciaire d'interdiction concernant cet endroit. Joelton Serafim Blandino, afro-brésilien, raconte que « c'était très difficile, car il n'y avait pas de travail pour nourrir la famille lorsqu'on nous a agressés, là-bas, à Linhares. Je ne suis pas un voleur, je me bats seulement pour ma survie et celle de ma famille ».

Un autre cas survint le 11 novembre 2009, dans la communauté de São Domingo, quand 130 policiers armés arrivèrent au village avec des armes lourdes, des chiens et des chevaux, et arrêtèrent 39 personnes, y compris un aveugle et un homme de 83 ans qui mourut trois mois plus tard. L'étude explique que l'action de la police impressionne par son illégalité : elle eut lieu à 8 heures, alors que le mandat judiciaire qui l'autorisait ne parut qu'à midi. En plus de cela, le mandat ordonnait la recherche et l'arrestation, mais non l'emprisonnement. En route pour le commissariat, les policiers firent halte pour prendre de la nourriture dans un des bureaux d'Aracruz/Fibria, tandis qu'ils laissaient les 39 personnes menottées dans le bus, sous l'œil de quelques policiers fortement armés.

Basé sur l'article de Winnie Overbeck (Red Alerta/Espiritu Santo, Brésil, woverbeek@terra.com.br) paru dans le journal Brasil de Fato du 22 juin 2010. Le rapport intégral se trouve sur le site web www.cddh.com.br.

1- Les terres « devolutas » sont des terres qui appartiennent à l'Etat et qui, comme le stipule la Constitution fédérale, devraient être destinées à l'agriculture à faible échelle, dans le cadre d'une réforme agraire.

2- Institut national de colonisation et de réforme agraire

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Guatemala : les plantations de palmier à huile et de canne à sucre causent des dégâts dans des communautés du fleuve Coyolate

Le versant Pacifique du Guatemala est composé de quelque 17 bassins hydrographiques. La majorité des fleuves de cette région ont une longueur d'environ 100 kilomètres seulement, de leur naissance dans la partie haute des montagnes et dans la chaîne volcanique, jusqu'à leur embouchure. L'un de ces fleuves est le Coyolate, qui naît dans les montagnes du département de Chimaltenango et traverse plusieurs communes et communautés. Dans la partie moyenne du bassin se trouvent de grandes étendues de plantations industrielles et d'élevage.

La canne à sucre et le palmier africain se sont implantés depuis des dizaines d'années dans la région, à cause de la fertilité des sols d'origine volcanique et de la disponibilité en eau. Mais le système de production de canne et de palmier, comme bien d'autres systèmes de monoculture, a besoin de grandes quantités d'eau, que l'on obtient en déviant partiellement ou totalement les fleuves vers les champs. Cela se fait en construisant une série de digues et de barrages qui forment les canaux de transport de l'eau, qui est ensuite distribuée et irrigue les plantations. Ceci provoque une situation dramatique pour les communautés locales : à la saison sèche, les fleuves peuvent rester totalement sans eau, causant un important préjudice aux petits ou moyens éleveurs de bétail, aux agriculteurs et à plus de 15 000 personnes qui habitent la zone du fleuve Coyolate et en utilisent l'eau.

À la saison des pluies, les canaux ouverts sont la voie par laquelle l'eau pénètre dans les villages et les inonde, provoquant des situations d'urgence, des évacuations et des pertes. La déviation des eaux du Coyolate et leur utilisation abusive modifie et altère la dynamique naturelle du fleuve, en portant atteinte aux personnes et aux écosystèmes dont elles dépendent. Cette situation s'accompagne d'autres dégâts produits par la culture de la canne à sucre : les fumigations aériennes avec des produits chimiques pour la maturation de la canne ont des conséquences négatives sur les cultures de haricot, de maïs, de cocotier, de piment, et sur d'autres encore.

Le besoin d'expansion a conduit les sucreries et les exploitations sucrières à couper de grandes quantités d'arbres, qui sont aussi utilisés comme combustible dans les chaudières. Les forêts-galeries sont touchées aussi par le déboisement et par l'érosion des sols. Les lits des cours d'eau sont de plus en plus fragiles et ne supportent pas les modifications brutales ni la mauvaise utilisation des sols en général.

Le Coyolate alimente en eau un système de mangrove à son embouchure. Quand on lui prend son eau, celle-ci ne parvient plus aux mangroves, ce qui représente potentiellement la mort systématique de cet écosystème.

Le cas du Coyolate illustre ce qui se passe dans presque tous les fleuves de la côte sud du Guatemala, où les dénominateurs communs sont l'exploitation irrationnelle des ressources du territoire et des eaux, et la contamination généralisée dans les processus de production des agro-industries.

Des communautés affectées, comme Santa Odilia, ont dénoncé pendant des années cette situation, sans obtenir de réelle solution à leurs problèmes. Elles sont lasses de recevoir des aides humanitaires – avec leurs remerciements – mais la solution à leurs problèmes, c'est que les industries agricoles respectent le fleuve, qu'elles ne le dévient pas, qu'elles utilisent l'eau qui leur est nécessaire sans en priver ceux qui vivent dans la partie moyenne et basse du bassin, qui se retrouvent ainsi en situation de calamité.

Le détournement des cours d'eau et la dégradation de l'environnement que produisent les plantations de palmier et de bananier, ont aussi été dénoncées par des organisations comme le Comité de Unidad Campesina (CUC), membre de La Vía Campesina, qui ont déposé des plaintes et envoyé des mémorandums aux autorités compétentes du gouvernement du Guatemala, pour qu'elles s'occupent des cas de détournement des rivières dans les zones d'Ocós et Coatepeque, communes de San Marcos. À partir de ces plaintes, a été créée une Commission de Haut Niveau qui a participé à des actions de surveillance dans les plantations des entreprises Bananera S.A. et Palma del Horizonte. Le CUC demande à la Commission de Haut Niveau qu'elle publie d'urgence le rapport des inspections, et que ce dernier soit objectif, impartial et juste. Il exige que l'on propose les alternatives les plus convenables pour résoudre la problématique en question.

Récemment, une délégation de la RECOMA (Réseau latinoaméricain contre la monoculture d'arbres) a visité la communauté de Santa Odilia et recueilli des témoignages d'habitants. La communauté et la RECOMA ont rédigé une lettre commune qui sera envoyée à des délégués du gouvernement. Les habitants veulent que la communauté internationale, en particulier ceux qui participent à la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique, prenne connaissance des conséquences qu'ont, localement, les fausses solutions que l'on propose en tant que combustibles propres ou « biocombustibles », comme dans le cas du palmier à huile. Quiconque voudrait adhérer à cette lettre peut le faire en envoyant un message à recomala@gmail.com. Le texte de la lettre est disponible sur http://www.wrm.org.uy/paises/Guatemala/Carta_desvio_rio_coyolate.html.

Le gouvernement du Guatemala doit répondre rapidement devant cette situation qui lèse des milliers de citoyens guatémaltèques, et qui viole leurs droits les plus élémentaires. Les communautés locales demandent fermement que l'on sauve le fleuve, car en sauvant le fleuve on sauvera des milliers de personnes.

Carlos Salvatierra, courrier électronique Salvatierraleal@gmail.com

Avec le soutien de Savia (Escuela de Pensamiento Ecologista), savia.guate@gmail.com et du Comité de Unidad Campesina (CUC), cuc@intelnett.com

– Le palmier à huile au Nigeria : la production industrielle remplace la production artisanale des agriculteurs et des femmes

L'Afrique occidentale était autrefois le centre de l'industrie de l'huile de palme. L'exportation de fruits de palmier commença en 1832 et, en 1911, l'Afrique occidentale « britannique » en exportait à elle seule 157 000 tonnes, dont près de 75 % provenaient du Nigeria. Dans les années 1970, les administrateurs britanniques introduisirent cette plante en Malaisie et, en 1934, ce pays remplaça le Nigeria en tant que principal exportateur du produit. En 1966, la Malaisie et l'Indonésie avaient dépassé la production totale d'huile de palme de l'Afrique.

Au Nigeria, le palmier à huile est originaire de la plaine côtière, et il a migré vers l'intérieur où il est devenu une culture de base. Quatre-vingts pour cent de la production proviennent de plusieurs millions de petits propriétaires éparpillés sur une superficie estimée de 1,65 millions d'hectares à 3 millions d'hectares. Pour des millions de Nigériens, la culture du palmier à huile fait partie de leur mode de vie, et même de leur civilisation.

Comme le signale Chima Uzoma Darlington, un Ngwa de l'État nigérian d'Abia, « dans le territoire ngwa et presque partout dans l'Est du pays, le palmier est très apprécié. Il contribue tellement à l'économie rurale que nous l'appelons 'Osisi na ami ego' dans mon dialecte, ce qui veut dire littéralement 'l'arbre qui produit de l'argent'. En plus de l'huile, presque chaque partie de l'arbre contribue aux revenus en milieu rural. Des feuilles du palmier, nous tirons des matériaux pour faire des paniers et des balais. En saignant l'arbre nous faisons du vin de palme, surtout dans l'État d'Enugu, et beaucoup de jeunes hommes des zones rurales gagnent leur vie en récoltant les fruits, tandis que beaucoup de femmes (mariées ou célibataires) se chargent de les vendre.

Dans mon lieu d'origine, beaucoup de nos enfants, qui sont aujourd'hui des hommes importants, ont payé leurs études grâce aux palmiers. Aujourd'hui encore, beaucoup de projets de développement communautaire sont financés grâce à la vente des fruits du palmier à huile. Quand il y a un projet de développement, le chef du village ou de la communauté interdit la récolte individuelle des fruits de palmier pendant une période déterminée. Le moment venu, les membres du village ou de la communauté doivent payer une certaine somme d'argent pour participer à la récolte, qui a lieu de façon collective à une date convenue. C'est ainsi qu'ils ont pu faire étudier quelques-uns de nos fils. Même aujourd'hui, les habitants sans ressources de la campagne engagent leurs palmiers pour avoir de l'argent et subvenir à certains besoins, comme par exemple envoyer leurs enfants à l'école. »

Comme le montre le cas d'Akwa Ibom, un État situé dans la côte sud-orientale du Nigeria où la production de pétrole est très considérable, les femmes jouent un rôle important dans la production, le stockage et la commercialisation de l'huile de palme rouge, un ingrédient couramment utilisé dans la préparation de tous les plats nigériens.

La transformation des fruits en huile végétale est généralement faite par les femmes. Cela commence par la récolte des fruits mûrs qui poussent en régimes de 20 à 30 kilos. Les femmes travaillent en groupes de deux ou trois. Les régimes récoltés sont fractionnés et aspergés d'eau ; on les couvre ensuite avec des sacs de toile de jute ou des feuilles de bananier pour favoriser la fermentation et faciliter l'extraction des fruits, car les tiges sont couvertes d'épines.

Deux ou trois jours plus tard, les fruits sont lavés et mis dans des bidons d'acier où on les fait bouillir. Le feu de bois est souvent allumé la nuit précédente et attisé régulièrement pour maintenir

la température de cuisson. Vers 4 ou 5 heures du matin, on sort de l'eau les fruits bouillis, dont le péricarpe charnu est devenu mou et tendre, à l'aide d'un panier ou d'une passoire, pour les mettre dans un mortier fait d'un bidon métallique placé dans un creux dans le sol. Là ils sont écrasés avec un pilon en bois pour séparer les noyaux durs du péricarpe charnu.

L'étape suivante consiste à mettre ce mélange dans un récipient plat ou sur le sol préalablement recouvert de feuilles de bananier. Là, les amandes sont séparées de la pulpe fibreuse. Ensuite, on les fait passer dans une presse cylindrique. Il faut tourner la manivelle lentement et peu à peu ; l'huile ainsi extraite passe par les trous de la presse, recueillie dans un tuyau qui est au fond et déversée dans un grand bol ou autre récipient. Cette manœuvre est répétée plusieurs fois pour extraire toute l'huile du mélange fibreux.

Ensuite, il faut faire couler soigneusement l'huile dans des récipients, en veillant à éviter le passage de toute fibre, saleté ou autre substance étrangère. Si la production est abondante, le produit fini est stocké dans de grands bidons métalliques en attendant que les clients viennent les acheter à ces femmes et les transporter dans leurs villes. Si la quantité n'est pas aussi importante, l'huile est vendue au marché local. Dans les deux cas, ce sont les femmes d'Akwa Ibon qui gardent l'argent.

« Ces palmiers », dit Chima, « sont surtout ceux qui poussent naturellement, et non des plantations. La plupart du Nigeria oriental a des forêts secondaires où l'espèce dominante est le palmier à huile. »

Dans le passé, le gouvernement nigérian avait essayé de faire de grandes plantations de palmier à huile, mais la plupart avaient été un échec complet. Tel fut été le cas du projet de l'État de Cross River en 1960, et du « programme de développement rural de la ceinture de palmiers à huile » financé par l'Union européenne dans les années 1990. Ce dernier comportait de planter 6 750 hectares de palmiers dans une zone considérée comme une des forêts tropicales les plus grandes qui restaient au Nigeria ; il fut mis en œuvre par l'entreprise Risonpalm Ltd., qui appartenait en partie au gouvernement. Malgré l'opposition locale, le projet continua et le financement européen ne fut arrêté qu'en 1995, sept ans après son approbation. La plantation fut abandonnée en 1999 et réactivée en 2003. En 2010, le gouverneur local annonça son intention de la privatiser.

La Banque mondiale joua un rôle important dans la promotion du palmier à huile au Nigeria. D'après un document récent de la Banque, le Nigeria a été « le deuxième bénéficiaire des projets de la Banque mondiale dans le secteur du palmier à huile, avec six projets pendant la période 1975 – 2009. Un projet est encore en cours d'exécution. Les résultats obtenus ont été la plantation de 42 658 ha de palmiers à huile, l'amélioration des routes et l'augmentation de la capacité de production d'huile ».

Le gouvernement fédéral semble maintenant disposé à revitaliser la production de palmier à huile. En avril 2010, il a lancé un *Common Fund for Commodities* « afin d'améliorer le potentiel de génération de revenus du palmier à huile en Afrique occidentale et centrale ». L'initiative a été développée par UNIDO et le financement est partagé par le Nigeria, le Cameroun, UNIDO et le secteur privé.

Dans ce même sens, des fonctionnaires de l'Institut nigérian pour la recherche en palmier à huile (NIFOR d'après l'anglais) viennent de dire que « la participation du secteur privé à la plantation de palmiers à huile est déterminante pour relancer cette affaire dans le pays ». Le directeur de

NIFOR, Dere Okiy, a déclaré que « le système foncier du pays » est un « facteur limitant de la production massive d'huile de palme par des particuliers » et il « a appelé les gouvernements locaux et étatiques à fournir des terres aux cultivateurs pour encourager la production massive d'huile de palme ».

Tout semble indiquer que les plantations de palmier à huile vont s'élargir au Nigeria, en revitalisant les anciennes et en en créant de nouvelles, avec les marchés national et international en vue. Cependant, comme dit Chima, « l'établissement de plantations en régime de monoculture implique habituellement de détruire la végétation existante, ce qui comportera d'éliminer les palmiers à huile qui poussent naturellement et dont la population dépend pour sa subsistance ». Et il conclut : « Si leurs terres sont prises pour encourager les grandes plantations de palmier à huile, les campagnards deviendront encore plus pauvres ».

Source : "Oil palm in Nigeria", rédigé par le WRM,
<http://oilpalminafrika.wordpress.com/2010/08/06/oil-palm-in-nigeria/>, et commentaires de Chima Uzoma Darlington

[index](#)

– Amazonie : l'IIRSA ouvre la porte à la pénétration de la forêt

A mesure qu'avancent les politiques de développement et *néo-extractivistes* des gouvernements de la région, avance aussi la destruction de la nature et l'ethnocide-génocide des peuples indigènes qui l'habitent. Le dilemme est plus aigu que jamais : ou on stoppe la pénétration capitaliste, ou les peuples indigènes et les forêts disparaîtront. Ou bien on annule l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Sudaméricaine (IIRSA) qu'encouragent de façon décidée l'État brésilien et les autres gouvernements de la région, les banques multilatérales et les entreprises transnationales, ou la jungle et les indiens ne seront qu'images et souvenirs dans le musée de l'horreur de la conquête violente de la dernière frontière continentale interne pour la livrer au pillage de ses ressources naturelles, au changement irréversible de son écosystème et à l'extinction physique de ses cultures.

Le Brésil est devenu l'une des dix premières économies du monde, et la sienne représente plus de la moitié de l'activité économique sudaméricaine. Le PIB brésilien correspond à 55 % du PIB de l'Amérique du Sud. Le nouveau monstre du capitalisme s'est fixé un but : ouvrir l'Amazonie à l'exploitation massive de ses ressources naturelles, en complétant son domaine territorial et son inexorable marche vers l'ouest.

Pour y parvenir, la condition préalable complémentaire était de briser l'écueil géographique que les grandes forêts et les grands fleuves ont historiquement constitué comme frein à la pénétration du transport, des machines, des marchés et des grandes entreprises. D'où il découle que l'ouverture du territoire amazonien, et sa mise en relation physique avec les deux océans les plus importants de la Terre, l'Atlantique et le Pacifique, et à travers eux avec le reste du monde globalisé, est l'objectif principal de la dénommée Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Sudaméricaine, plus connue par son sigle IIRSA, qui s'est mise en marche en août 2000 à Brasilia. A peine dix ans et quelques mois plus tard, l'IIRSA est sur le point de parvenir à ses fins.

Quand s'achèveront les travaux de construction du pont Billingshurst sur le fleuve Madre de Dios, qui unira la ville de Puerto Maldonado au hameau El Tiunfo, tous deux dans le département de

Madre de Dios, à l'extrême sud-est de la République du Pérou, ce qui mettra fin à la construction du dénommé Couloir routier interocéanique sud Pérou-Brésil, l'histoire sudaméricaine changera pour toujours.

Jusqu'à maintenant, la navigation fluviale était la forme la plus efficace de pénétrer dans la jungle. Quand l'extraction du caoutchouc – première incorporation forcée de l'Amazonie continentale au marché mondial - atteint son apogée, entre 1870 et 1914, les fleuves devinrent la voie d'accès pour les milliers et les milliers de personnes étrangères à la forêt qui causèrent chez les peuples indigènes un génocide que, jusqu' aujourd'hui, on continue à occulter et à passer sous silence.

Les frontières actuelles entre le Brésil, le Pérou et la Bolivie, dans les territoires que traversent maintenant la route interocéanique et sa zone d'influence, sont nées de cette invasion violente qui a rendu esclaves des peuples entiers pour les obliger à travailler à la récolte du caoutchouc, et qui a conduit à la disparition physique de beaucoup d'entre eux. Quelques uns se réfugièrent dans la forêt, à la tête des fleuves, là où ces derniers n'étaient plus navigables, et purent ainsi éviter l'extermination. Ce sont ceux que nous connaissons actuellement comme « peuples indigènes isolés ou peuples indigènes vivant en isolement volontaire ».

Un siècle après cette hécatombe ethnique, beaucoup de ces peuples qui choisirent la liberté au lieu de leur anéantissement, ont été forcés par des missions religieuses à sortir de leur isolement, et se trouvent dans la situation dite de « contact initial » avec la société nationale hégémonique de leurs pays, situation d'extrême vulnérabilité pour la survie de leur mode de vie et de leur culture, menacés qu'ils sont par la lente disparition de celle-ci, tragédie connue comme ethnocide.

Aujourd'hui, une interconnexion comme celle qu'établira le pont, pour aussi lointaines et abandonnées que paraissent les régions où il exercera son influence, est possible pour ce nouvel ordre mondial, basé sur le développement des forces productives à l'échelle mondiale et où, par là-même, les agressions et les menaces sont devenues planétaire. Le pont, nous insistons, est le symbole parfait de l'IIRSA, l'autre nom de la mondialisation en Amérique du Sud.

Son inauguration ne fera pas autre chose que d'accélérer les processus historiques de génocide et d'ethnocide contre les peuples indigènes, en provoquant la disparition définitive des derniers qui vivent isolés dans la forêt amazonienne, quand leurs terres seront envahies comme conséquence de la nouvelle dynamique d'agression qu'entraînera la route.

La situation actuelle des communautés indigènes se caractérise par les conflits permanents pour la défense de leurs territoires. Que se passera-t-il quand les entreprises ne rencontreront plus de barrières pour pouvoir entrer où elles le souhaiteront, sur le chemin d'une ressource naturelle à exploiter ?

Si on ne stoppe pas la pénétration capitaliste, les peuples indigènes disparaîtront, ainsi que leurs communautés, leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs traditions, et une fois disparus les peuples qui défendaient la forêt – parce qu'elle était essentielle à leur survie et à celle de leur culture – la forêt elle-même disparaîtra, brûlée, déboisée et rasée pour l'occupation définitive de son espace par les entreprises agricoles et d'élevage extensives.

Extrait de "IIRSA y los pueblos indígenas aislados y vulnerables. El Puente Billinghamurst y la Interoceánica: punto de no retorno para el genocidio y la devastación de la Amazonía", de Pablo Cingolani, 21/11/10, envoyé par l'auteur. Le document peut être lu sur

– Philippines : un projet MDP subventionne le déboisement provoqué par l'extraction minière

Aux Philippines, l'extraction minière et l'exploitation forestière ont été des facteurs déterminants de la disparition du couvert forestier du pays, qui est passé de 17 millions d'hectares en 1934 à seulement trois millions en 2003, soit une diminution de 82 pour cent. Alors que soixante pour cent du territoire du pays étaient couverts de forêts il y a soixante-dix ans, moins de dix pour cent le sont à présent. Or, plus de la moitié des activités minières en cours et en projet sont situées dans des zones très vulnérables du point de vue écologique, et plus d'un tiers des projets d'exploration et d'extraction minière sont prévus dans des forêts intactes. Ainsi, une bonne partie du peu de forêts qui restent pourrait disparaître au profit des industries extractives.

En plus de contribuer au changement du climat mondial, l'industrie minière a un effet dévastateur sur les collectivités locales. Les sols dépouillés d'arbres, les flancs des montagnes dégradés et les fleuves et les mers pollués ont obligé les habitants à quitter leurs terres, les ont privés d'aliments, d'eau et de moyens d'existence, et les ont exposés à des produits chimiques nocifs. Au fil des ans, une série de catastrophes minières petites ou grandes ont inondé de déchets miniers toxiques les fleuves, les systèmes d'irrigation et les champs agricoles, tuant les poissons, la vie aquatique et les cultures, et mettant en danger la santé des gens. Plus de 800 mines, abandonnées mais contaminées, jonchent la campagne. À la destruction écologique s'ajoutent la violence et les violations des droits de l'homme apportées par la militarisation dont s'accompagnent les activités minières.

Beaucoup d'activités minières ayant lieu dans les hautes terres, leurs effets sont ressentis de façon disproportionnée par un secteur qui a été plus marginalisé que les autres : celui des peuples autochtones. Rien moins que la moitié des zones réclamées par les entreprises minières sont considérées par ces peuples comme leurs terres ancestrales. De nombreux cas de peuples autochtones déplacés de leur terre et privés de leurs moyens de subsistance ont été documentés. En théorie, aucune activité minière ne peut être légalement entreprise sans leur consentement mais, dans la pratique, les sociétés minières ont utilisé leurs ressources et leurs contacts pour éluder cette obligation, acheter du soutien et diviser les populations indigènes.

Et pourtant, ces sociétés minières, véritables agents de déforestation, sont récompensées par le Mécanisme de développement propre (MDP), un système qui permet aux pays développés d'acheter des « crédits » issus de projets censés réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement, au lieu de réduire leurs propres émissions à la source. Chaque crédit MDP représente un paiement fait par une grande entreprise d'un pays riche pour qu'un pays pauvre n'utilise pas ses ressources limitées, de sorte que le premier puisse s'en servir lui-même.

Le plus grand projet MDP mis en œuvre aux Philippines à ce jour, le Projet de récupération de méthane et de génération d'énergie de Montalban, illustre l'enchevêtrement d'intérêts commerciaux liés aux activités extractives fortement polluantes que le MDP récompense. Il produira près de la moitié des crédits MDP du pays, et il est censé « réduire » les émissions d'environ 5,9 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en dix ans, en récupérant le méthane des dépotoirs pour le transformer en électricité.

Le projet est dirigé par une filiale de la Nickel Asia Corporation, la plus grande entreprise d'extraction de nickel des Philippines. Nickel Asia appartient aux magnats miniers Salvador et Manuel Zamora, membres de la riche et influente famille Zamora. Manuel et Salvador figurent respectivement à la 20e et la 32e place parmi les hommes les plus riches du pays, d'après le magazine Forbes. À eux deux ils possèdent près de deux cents millions de dollars, soit l'équivalent des revenus annuels moyens d'environ 55 000 familles philippines. Manuel a été président et il est à présent directeur de la Chambre des mines des Philippines, le lobby de l'industrie minière.

Nickel Asia a quatre filiales qui ont des investissements ou des intérêts d'exploitation dans plusieurs affaires minières du pays. Le vice-président d'une de ces filiales est Philip T. Ang, 33e parmi les plus riches du pays. Nickel Asia a une part minoritaire dans la Coral Bay Nickel Corporation, dont la part majoritaire appartient à un consortium japonais dirigé par la Sumitomo Metal Mining Corporation, premier producteur de nickel et deuxième producteur de cuivre du Japon. Ensemble, ces filiales dominent l'industrie locale du nickel et, en 2007, leurs recettes combinées étaient de près de quinze milliards de pesos, c'est-à-dire un milliard de plus que le budget du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (DENR en anglais), l'organisme gouvernemental responsable de l'environnement.

En plus de diriger Nickel Asia, Manuel Zamora a été membre du conseil d'administration de la Philex Mining Corporation, la plus grande entreprise minière de cuivre et d'or du pays. Philex a des mines à Negros Occidental et à Zamoanga, et des activités à Benguet et à Surigao del Norte. À Zamboanga, elle exploite une mine de charbon qui a des réserves de deux millions de tonnes. Elle participe aussi à la prospection pétrolière et gazière. La moitié des actions de Nickel Asia appartient à Luis Virata, 15e parmi les plus riches du pays et membre du conseil d'administration de la Benguet Corporation, la société minière la plus ancienne du pays.

Les écologistes, les collectivités autochtones et les habitants des lieux accusent les activités minières des Zamora d'enfreindre les lois qui protègent les forêts, de déplacer les autochtones, d'empoisonner les sources d'eau et de priver les gens de leurs moyens de subsistance. Dans une mine, l'entreprise a été impliquée dans des violences directes contre les résidents qui s'opposaient à ses opérations.

Avec le MDP, les Zamora et leurs associés peuvent espérer gagner entre 0,3 et 1,7 milliards de pesos par an grâce aux recettes estimées de leur projet de Montalban, ce qui représente dix pour cent des revenus qu'ils ont obtenus en 2007 et plus que les revenus individuels de leurs mines de Cagdianao ou de Rio Tuba. Cela prouve que le MDP risque d'avoir un effet non négligeable sur le bilan consolidé des entrepreneurs en question.

Ainsi, en plus de subventionner des activités qui favorisent le changement climatique, le MDP est en train d'augmenter les bénéfices des principaux responsables du déboisement et de la dégradation environnementale. Plutôt que de favoriser le développement propre, il sert à fabriquer de l'argent sale.

Extrait et adapté de : "The CDM in the Philippines: Rewarding Polluters", Herbert Docena, Focus on the Global South, <http://focusweb.org/philippines/content/view/334/7/> ; "Costly Dirty Money-Making schemes", Herbert Docena, Focus on the Global South, juin 2010, <http://www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/CDM%20Philippines.pdf>

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Afrique du Sud : une recherche apporte des preuves concluantes des effets des plantations d'arbres sur l'eau

En ce moment où les ressources hydriques deviennent rares et sont de plus en plus menacées par le réchauffement planétaire et par le changement climatique, une recherche menée en Afrique du Sud s'avère très opportune. Après avoir surveillé pendant 70 ans la réserve de Jonkershoek, située au Cap, dans le Sud-Est du pays, l'étude révèle l'impact des plantations d'arbres en régime de monoculture sur l'eau souterraine et sur le débit des fleuves. Cela est très important, car les plantations d'arbres consomment un volume d'eau considérable et se sont multipliées en Afrique du Sud, un pays aride.

Le rapport "[The Jonkershoek Research Catchments: History and Impacts on Commercial Forestry in South Africa](#)", d'Arthur Chapman, fut présenté en septembre 2007 à l'occasion d'une journée de champ du symposium international sur la certification des plantations d'arbres, ("Impact of Certification on Plantation Forestry") en Afrique du Sud.

Par la suite, et grâce à la collaboration de GeaSphere / EcoDoc Africa (avec des fonds de la Société suédoise pour la conservation de la nature), le documentaire éducatif "Plantation Trees and Water Use: Seventy years of Jonkershoek Paired Catchment Experiments" (Plantation d'arbres et consommation d'eau : soixante-dix années d'expériences dans le bassin de Jonkershoek, [1e partie](#) et [2e partie](#)) montrait Arthur Chapman en train de raconter l'histoire des soixante-dix années de recherches hydrologiques menées dans la vallée de Jonkershoek et d'expliquer comment fonctionnent les expériences de comparaison par paires et combien d'eau consomment vraiment les arbres.

L'histoire commence en Afrique du Sud dans les années 1850, à l'époque où les forêts de la région furent décimées par les colons européens. Pour y porter remède, un programme de boisement fut appliqué, en utilisant des espèces exotiques, surtout des eucalyptus venus d'Australie et des pins méditerranéens et nord-américains. Dès 1900 les agriculteurs commencèrent à s'inquiéter parce qu'ils remarquèrent que le débit des fleuves diminuait en aval des plantations.

Cette inquiétude fut portée finalement en 1935 à la Quatrième Conférence sylvicole de l'Empire britannique. Le ministre de l'Agriculture et de la Sylviculture de l'époque parla du « problème de l'influence du boisement sur les réserves d'eau, qui a donné lieu à une controverse, surtout en ce qui concerne l'emploi d'arbres exotiques, les eucalyptus surtout et, dans une moindre mesure, les pins ».

La conférence reconnut le problème et approuva un programme de recherche hydrologique. En 1936, les travaux de construction de petits barrages avaient démarré dans la forêt domaniale de Jonkershoek. Depuis cette date, les plantations d'arbres ont été surveillées dans neuf bassins.

L'expérience était basée dans la méthode de comparaison par paires, qui consiste à comparer le débit de deux bassins non traités pour établir les rapports qui existent naturellement entre eux. Ensuite, l'un d'eux est traité, par exemple en y plantant des arbres. Le changement du rapport entre les deux bassins après le boisement peut ensuite être attribué au traitement ou à l'influence du boisement. Vingt-neuf pluviomètres, dont 12 fonctionnaient en continu, mesuraient la quantité

d'eau qui parvenait aux bassins et 8 barrages (dont 6 sont encore en fonctionnement) mesuraient ce qui en sortait.

Les bassins ont une superficie de 27 à 246 ha ; ils ont des pentes relativement raides et un fort gradient pluviométrique dû au forçage orographique des systèmes frontaux du nord-ouest pendant les mois d'hiver (la partie orientale du Cap a un climat méditerranéen). Les précipitations moyennes, qui sont d'environ 1 200 mm sur les pentes les plus basses, peuvent augmenter jusqu'à 3 000 mm.

Les résultats obtenus concernant l'impact des plantations d'arbres sur l'eau sont solides et assez concluants, et comportent même certaines conclusions pratiques.

Là où poussent des pins, la consommation d'eau équivaut à 300 – 400 mm d'eau de pluie. Autrement dit, la plantation consomme 400 millions de litres d'eau par kilomètre carré par an ; il y a donc 400 millions de litre qui ne parviennent pas aux fleuves.

Les eucalyptus se sont avérés beaucoup plus voraces : 600 millions de litres d'eau par kilomètre carré et par an ne parviennent pas aux fleuves. Dans un cas ou deux, un sol au profil très profond, plein d'humidité, a consommé l'eau de pluie en plus de l'humidité du sol existante qui, en principe, aurait dû parvenir au fleuve. Celui-ci disparut complètement ; après la coupe claire, il fallut quatre ans pour que le profil du sol se rétablisse et que le fleuve réapparaisse.

La diminution du débit est évidente au bout d'environ cinq ans, et elle est fortement liée à l'âge de la plantation. La diminution maximale se produit quand les arbres ont une quinzaine d'années et elle est suivie d'une légère diminution de la consommation d'eau. En général, la diminution du débit est de 30 – 40 mm par 10 % du bassin planté, au moment de la consommation la plus forte.

Quand on lui demanda quelle est la consommation journalière d'un arbre, Chapman répondit qu'on peut estimer raisonnablement qu'un arbre de 5 à 7 ans consomme 50 litres d'eau par jour. Néanmoins, dans le cas de l'eucalyptus, la moyenne peut se situer entre 100 et 1 000 litres par jour, suivant l'endroit : les arbres proches d'une rivière peuvent consommer deux fois plus parce qu'ils ont l'eau à leur portée.

Les conclusions de l'étude et du documentaire confirment qu'il est urgent de débattre sur le danger que représentent les plantations industrielles d'arbres, pour l'eau en particulier, dans tous les pays où elles sont établies.

[index](#)

– L'entreprise Chikweti au Mozambique : le FSC continuera-t-il à certifier ce qui n'est pas certifiable ?

La page Web du FSC a annoncé que l'entreprise *Chikweti Forests du Nyassa*, de la province de Nyassa située dans le Nord du Mozambique, cherche à obtenir le « label vert » pour une plantation de 33 916 hectares de monoculture d'arbres. Selon nos informations, une préévaluation de cette certification aurait été faite en novembre 2010, et l'évaluation principale serait prévue pour février–mars 2011. L'entreprise certificatrice du FSC est la *Soil Association Woodmark*, et son siège est au Royaume-Uni.

Depuis 2005, des entreprises qui encouragent la plantation de pins et d'eucalyptus à grande

échelle – et dont Chikweti est une des principales – ont commencé à s'installer au Nyassa. L'intérêt que manifestent ces entreprises est dû au fait que Nyassa est la plus grande province du Mozambique, qui dispose de terres planes et fertiles, et qui a une population relativement réduite de 1 million de personnes.

Mais, bien que la population du Nyassa soit relativement faible, rien moins que 70 – 80 % des habitants vivent à la campagne. Depuis 2007, quand les entreprises commencèrent à planter des arbres, la principale organisation paysanne du Mozambique, l'Union Nationale de Paysans (UNAC) avertit qu'elles sont en train de planter des eucalyptus sur des terres qui appartiennent à des communautés paysannes, réduisant ainsi l'accès des familles paysannes aux terres cultivables. Selon l'UNAC, cela met en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire de ces familles et de la région.

Il convient de rappeler que la Loi agraire du Mozambique de 1997 garantit l'accès des familles paysannes à leurs terres. Si une entreprise, même avec une concession du gouvernement national, veut utiliser des terres qui appartiennent à une communauté, il est nécessaire que la communauté soit consultée. Or, un rapport de 2008, réalisé à la demande de l'Ambassade de Suède, signale que cette formalité n'a pas été effectivement remplie, et que les communautés n'ont pas été écoutées. Ces dernières, en outre, se plaignent des mauvaises conditions de travail offertes par les entreprises planteuses de pins et d'eucalyptus.

En novembre 2009, des activistes du Réseau Alerte contre le Désert Vert du Brésil parcoururent les villages du Nyassa pour écouter les chefs communautaires –appelés *régulos* – parler de leurs expériences dans les plantations de pins et d'eucalyptus de la région. En même temps, ils racontèrent leurs expériences de plus de 40 ans dans des communautés du Brésil touchées par la plantation d'arbres en régime de monoculture. Les activistes brésiliens purent confirmer le bien-fondé des réclamations de l'UNAC, ce qui donna lieu à une publication : « *L'avancée des plantations au Mozambique. Conséquences pour les communautés paysannes de la province de Nyassa. Un récit de voyage* ». La publication avertit aussi que les entreprises qui causaient des problèmes de vie aux paysans cherchaient à se faire labelliser par le FSC.

C'est peut-être pour cela que *Chikweti Forests of Nyassa* demanda à un groupe de ses techniciens de répondre à la publication du WRM et de contester ses affirmations (voir http://wrm.org.uy/countries/Mozambique/carta_Chikweti.pdf), principalement en ce qui concerne les plaintes des paysans licenciés, suivant lesquels les travailleurs n'avaient pas droit au transport, les employés « blancs » et « noirs » étaient traités différemment et les plantations d'arbres étaient en train d'envahir les terres des paysans, en plus de quelques autres. L'entreprise répondit à ces questions. Une de ses réponses est qu'elle utilise pour la plantation d'arbres des friches « abandonnées ».

Le WRM, à son tour, répondit à la lettre de Chikweti (voir cette réponse sur http://wrm.org.uy/countries/Mozambique/Resposta_WRM_para_Chikweti.pdf) en soulignant que « *notre publication est le résultat de conversations réelles et franches avec des paysannes et des paysans qui ont exprimé leurs plaintes et leurs préoccupations* », et que « *la gravité de ces accusations a conduit le WRM à les publier* ». En ce qui concerne les terres, le WRM réaffirma que, d'après les paysans entendus, les friches que l'entreprise plante d'arbres en monoculture « *ne sont pas abandonnées, mais simplement en phase de repos* ».

En octobre 2010, des représentants paysans de l'UNAC sont allés au Brésil pour donner suite à l'échange commencé par les activistes brésiliens. Ils ont pu voir de leurs propres yeux les effets

néfastes de la monoculture d'eucalyptus sur les communautés paysannes dans les États d'Espírito Santo et de Minas Gerais. Ils ont pu constater que les sources d'eau se sont tarées, que les familles de paysans ont été expulsées peu à peu et que, pour ceux qui ont résisté, le manque de terres a détérioré leur sécurité et leur souveraineté alimentaire, principalement chez les femmes. Comme au Mozambique, au Brésil aussi les entreprises ont promis de nombreux emplois mais, une fois qu'elles ont été installées, peu de travailleurs des communautés ont obtenu un emploi, et dans de mauvaises conditions. D'autre part, les expériences d'agriculture artisanale visitées ont montré que cette façon de travailler la terre produit beaucoup plus d'emplois et de gains, préserve l'environnement et maintient les familles à la campagne.

Il semble qu'au Nyassa les entreprises suivent le même chemin qu'au Brésil, surtout quant à la situation des familles paysannes. Et non contentes de cela, elles prétendent légitimer leur action par l'obtention du « label vert » du FSC, comme dans le cas de Chikweti.

Dans ce sens, nous citons de nouveau la réponse du WRM à l'entreprise Chikweti : « *Nous prévenons aussi que nous avons observé, au niveau mondial, que la labellisation selon les principes et les critères du Conseil de Gestion Forestière (FSC) se fait sans consulter ni écouter les communautés touchées par les plantations d'arbres, favorisant ainsi les entreprises planteuses d'eucalyptus et de pins. Ce sont les entreprises elles-mêmes qui engagent les sociétés conseil qui feront l'évaluation. A notre avis, le FSC a ainsi permis, de façon irresponsable, que soient certifiés dans le monde entier des centaines de millions d'hectares de plantations d'eucalyptus et de pins qui appartiennent à des entreprises, en déclarant, à tort, que ces plantations sont 'socialement justes, adéquates pour l'environnement et économiquement viables' ».*

Voici une alerte adressée aux autorités du Mozambique, au FSC et surtout aux Européens qui investissent dans la monoculture d'arbres au Nyassa (1): une plantation d'arbres, qu'il s'agisse d'eucalyptus, de pins ou d'une autre espèce, n'apporte aucun bénéfice aux communautés ; au contraire, elle a des effets négatifs comme c'est le cas au Nyassa. Et nous ne pouvons pas accepter que le FSC certifie encore une fois ce qui n'est pas certifiable.

Winnie Overbeek, Red Alerta/Espírito Santo, woverbeek@terra.com.br

1- Le gouvernement de Suède, l'entreprise norvégienne Green Resources et le Fonds forestier mondial de solidarité (Global Solidarity Forest Fund), soutenu par des églises suédoises et norvégiennes et par le fonds de pension néerlandais ABP

[index](#)

– Uruguay : les travailleurs forestiers et l'emploi de toxiques agricoles

Une des promesses des entreprises forestières pour obtenir leur acceptation – de la part du gouvernement et des collectivités locales – est la création d'emplois. Ce qui n'est pas préalablement défini, c'est quel type d'emploi, et sous quelles conditions de salaire et de santé sera réalisé le travail.

La majeure partie des travaux liés à la forestation – sauf la taille – exigent l'utilisation de substances toxiques lors d'une de leurs étapes. Dans les pépinières, on applique principalement des fongicides de façon permanente ; la préparation du terrain pour la plantation emploie des

herbicides, des fertilisants chimiques et des produits contre les fourmis ; après la plantation, on continue, pendant la première année à utiliser des toxiques pour le contrôle des mauvaises herbes. Enfin, lorsqu'on éclaircit les plantations, ou après les coupes, on a de nouveau recours aux herbicides pour éliminer les rejets.

Une étude récente de l'organisation RAPAL-Uruguay sur les travailleurs des plantations forestières et l'utilisation de substances toxiques (voir "Uruguay: trabajo y agrotóxicos en la forestación" sur <http://www.rapaluguay.org/agrotoxicos/Uruguay/FOSA.pdf>) fournit des éléments intéressants pour le débat. L'investigation concerne le cas de FOSA (Forestal Oriental S.A.), entreprise transnationale qui appartient à UPM (ex-Botnia) et qui, entre autres choses, est certifiée par le FSC (Forest Stewardship Council).

L'étude offre un résumé détaillé des divers herbicides (Acétochlore, Glyphosate, Oxyfluorène, Haloxyfop méthyle), de l'insecticide Fipronil contre les fourmis et des divers fertilisants utilisés (Sulfate d'ammonium, Phosphate diammonique), en remarquant que ces substances sont potentiellement cancérigènes et qu'elles provoquent des troubles hormonaux, entre autres effets sur la santé. De ces données, il ressort que les substances utilisées dans les plantations, si elles sont autorisées par le Ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche et agréées par le FSC, n'en sont pas moins hautement toxiques, aussi bien pour les travailleurs qui les manipulent que pour l'environnement.

L'application de toxiques agricoles implique que les travailleurs sont quotidiennement exposés aux produits chimiques de façon constante et prolongée dans le temps. A cela s'ajoute le fait que certains endroits de travail ne possèdent pas suffisamment d'eau potable pour la consommation, non plus que des conditions d'hygiène adéquates, ce qui aggrave l'exposition aux produits. La demi-heure de pause du déjeuner est trop brève pour que les employés ôtent leurs vêtements, et à fortiori pour qu'ils se lavent, raison pour laquelle, généralement, les ouvriers et les ouvrières enlèvent seulement leurs gants et leur masque pour manger.

Les travailleurs commentent que « pour choisir le personnel, l'entreprise fait des appels à candidature, et celui qui veut travailler s'inscrit ». Lors de la première visite du chantier, le travailleur « vérifie » par lui-même s'il est ou non apte à réaliser la tâche demandée, puisque s'il se sent mal (maux de tête, vomissements, étourdissements) au contact du produit utilisé, il est évident que c'est une personne qui ne peut pas réaliser ce travail. La toxicité des produits utilisés est telle qu'elle conduit à une « auto-sélection » du personnel en fonction de sa résistance physique. L'épouse d'un des travailleurs ajoute que « quand je lavais la combinaison, je jetais l'eau dans l'herbe qui devenait ensuite marron comme si elle avait été brûlée ».

Un autre point important à signaler est que le travail d'application à l'aide d'un pulvérisateur dorsal – compris dans la catégorie manœuvre alors qu'il requiert une spécialisation – est à la tâche, ce qui implique de hauts niveaux d'exigence et de rendement pour parvenir à toucher un salaire digne en fin de journée, et que les jours de mauvais temps, on ne travaille pas (et on n'est donc pas payé). Devoir, avec sur le dos le pulvérisateur qui pèse environ 16 kilos, parcourir à travers les sillons et les broussailles de grandes surfaces, rend quasiment impossible de supporter – surtout en été – les vêtements de protection.

Une femme raconte que « chaque travailleur devait couvrir la surface entre deux sillons. Il fallait se dépêcher, puisque tout était programmé pour faire le travail en un temps déterminé, sans se soucier de la température ou de la 'saleté' du terrain ».

Selon le témoignage d'un autre travailleur, les saisons de chaleur sont les pires : « quand nous quittons notre combinaison, elle semble sortir d'un seau d'eau, toute ruisselante de sueur. Après avoir marché sur 30 mètres, tu sens que tu n'en peux plus. Cependant, on parcourt des kilomètres de terrain accidenté, avec montées et descentes. C'est épuisant, entre le poids qu'on supporte et les hautes herbes qui gênent la marche. Cet effort provoque une douleur intense aux genoux. Les trajets sont longs et, à tant marcher, on est couverts d'ampoules et de durillons ».

« Les herbes sont hautes et ont parfois des épines, comme le *tutiá*, le chardon ou le somet, qui a de toutes petites épines qui restent accrochées à la combinaison à la hauteur des genoux. Il faut aussi faire attention aux épines pour qu'elles ne percent pas le tuyau. Dans ce cas, il faut continuer à travailler, car le fait de s'arrêter signifie qu'il n'y aura pas de paye. Comme il faut assurer un minimum, on doit bouger très vite, et même courir dans certains cas. Parfois, dans la précipitation, le couvercle de l'appareil reste ouvert, et le produit nous coule sur le corps. ».

Il faut ajouter à tout cela le fait que l'embauche se fait par le canal d'entreprises extérieures ou de sous-traitants. Ce système et la mobilité des équipes tendent à rendre la syndicalisation difficile, dans la mesure où les travailleurs demeurent isolés en petits groupes, sous les ordres et les normes de l'entreprise qui emploie. Cette situation porte atteinte aux revendications qui concernent les salaires, la santé et autres droits des travailleurs.

Un autre travailleur explique : « il n'existe pas d'organisation syndicale dans l'entreprise Forestal Oriental S.A. Outre une pression sociale très forte contre les syndicats, le système même d'embauche des travailleurs par des entreprises sous-traitantes fait qu'il nous soit très difficile de nous organiser ».

Les produits chimiques utilisés portent préjudice à la faune indigène, s'accumulent peu à peu dans la terre et parviennent aux cours d'eau par infiltration ou par ruissellement les jours de pluie. Quelques conséquences de la contamination sont : la mort des lièvres et des tatous (entre autres espèces de faune), la dégradation du sol, qui perd d'importantes quantités de matière organique et dont l'acidité augmente, ainsi que l'altération des valeurs normales liées à d'autres propriétés physicochimiques, la contamination de l'eau des puits et des réservoirs utilisée pour la consommation humaine, et une hécatombe de poissons dans les cours d'eau douce.

D'autre part, l'étude de RAPAL-Uruguay révèle que Forestal Oriental et Bio-Uruguay (organisation privée) ont fait une recherche sur le contrôle biologique des fourmis coupeuses de feuilles (principal ravageur des plantations d'arbres) grâce à des champignons entomopathogènes (voir <http://www.biouruguay.org/noticias/photos/informefinal%20hormigas2.pdf>). Qu'est-ce que cela signifie ? Que, face à l'utilisation d'un insecticide comme le Fipronil – dont la toxicité est actuellement reconnue, non seulement pour les abeilles, mais aussi pour la santé humaine – on a cherché et trouvé une alternative non contaminante pour le contrôle de cette classe de fourmis en utilisant un champignon indigène considéré comme inoffensif pour le personnel employé et pour l'environnement. Bien que la recherche ait pris fin en mai 2008, l'entreprise FOSA n'en utilise pas encore le résultat dans ses plantations.

Malgré tout ce qui précède, l'entreprise s'abrite derrière le label vert que lui a attribué le FSC (label qui a perdu tout prestige au niveau international, entre autres choses pour avaliser des pratiques comme celle-là), et qui qualifie ses plantations comme « appropriées au milieu, socialement avantageuses et économiquement viables ». Tout ce qui précède est une preuve plus que convaincante que les plantations d'arbres en monoculture ne peuvent pas être agréées

car elles détériorent l'environnement, rendent difficile la syndicalisation des travailleurs, mettent leur santé en danger et n'apportent de bénéfices économiques qu'aux entreprises forestières.

Article fondé sur : "Uruguay: trabajo y agrotóxicos en la forestación", rapport de María Isabel Cárcamo publié par Rap-Al Uruguay (<http://www.rapaluruquay.org>) et Rel-Uita (www.rel-uita.org), adresse électronique : coord@rapaluruquay.org. La version intégrale du rapport est disponible sur <http://www.rapaluruquay.org/agrotoxicos/Uruguay/FOSA.pdf>.

[index](#)